

Lydie Boka*

ORGANISATION TERRITORIALE ET SÉCURITÉ AFRICAINE

L'Afrique, vaste continent abritant 15 % de la population mondiale, est découpée en 52 ou 53 pays (en fonction de la reconnaissance du Sahara Occidental et du Somaliland). Elle comprend 200 groupes ethno-linguistiques distincts, et son histoire est marquée par des conflits ethniques, transfrontaliers ou non, souvent liés à l'exploitation de ressources minérales.

Les frontières y sont-elles pour quelque chose ?

Les Krahn du Libéria ne sont autres que les Guéré de l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Les deux ethnies parlent la même langue et l'on se souvient que lorsque Charles Taylor a lancé son offensive contre le régime de Samuel Doe en 1990, il s'est appuyé sur son ethnie Gio, dont les frères sont les Yacouba de l'Ouest ivoirien, qui parlent également la même langue. Après que Charles Taylor a remporté les élections, les Krahn se sont réfugiés en Côte d'Ivoire... où les jeunes Krahn ont été recrutés en grand nombre pour former la rébellion (LURD). Quand les jeunes Yacouba ont formé le MPIGO pour venger Robert Gueï, ils ont été épaulés par les Gio. Les Krahn, eux, sont alors allés épauler les forces loyalistes pour stopper l'évolution du MPIGO vers la région guérée. Comme quoi, l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Ainsi la rivalité Krahn-Gio s'est déplacée en Côte d'Ivoire à une grande échelle cette fois, avec d'un côté les Krahn et les Guéré, et de l'autre les Gio et les Yacouba¹. Le LURD contrôlait le nord du Libéria, notamment la région de Lofa, frontalière de la Guinée.

Les Haoussa se retrouvent au Niger, au Nigeria et au Cameroun, de même que les Peuhls et les Zagawa au Tchad, en Centrafrique et au Soudan. Les Téké se partagent entre le Gabon et le Congo (Brazzaville) et les Fang se retrouvent entre la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Cameroun. Les

* Lydie Boka est directrice de StrategiCo.

Yakoma de Centrafrique traversent l'Oubangui pour se retrouver au Congo (RDC) lorsque les agents de l'Etat viennent collecter les impôts et taxes. La liste des ethnies à cheval sur les frontières est longue. Celle des problèmes aussi. Les Ewe se retrouvent aussi bien au Ghana qu'au Togo et des tensions se font parfois jour entre ces deux pays au sujet d'interférences supposées d'hommes politiques de l'un des pays dans les affaires internes de l'autre. Ce fut le cas lorsque le bouillant leader Jerry Rawlings, d'ethnie Ewe, arriva au pouvoir au Ghana. La Côte d'Ivoire des années 60 a connu la guerre de sécession du Sanwi, royaume qui s'étend de l'est du pays à la frontière du Ghana. Le roi du Sanwi, réfugié dans ce pays à l'indépendance en 1960, a tenté sans succès, en 1966, un coup de force. Que dire de la contrebande, pudiquement appelé commerce informel ? Dans certaines régions, il est aux mains d'ethnies sœurs opérant de chaque côté de la frontière.

Les frontières de la plupart des pays africains semblent avoir été tracées au crayon, de manière rectiligne, coupant souvent des espaces culturels. Les grandes puissances, peu au fait des liens entre populations, ont souvent tracé des frontières de manière arbitraire, comme le souligne Pierre Boilley, en fonction de choix politiques humains, même lorsqu'elles sont dites naturelles (fleuve, forêt). Et ces choix sont, dans une certaine mesure et dans certains cas, à l'origine des conflits d'aujourd'hui ou d'un passé récent (Davidson, 1992). En effet, en 1990, 87 % des frontières africaines actuelles provenaient de l'époque coloniale et seulement un sixième avaient pris en compte les configurations ethniques et 103 frontières internationales coupent 131 zones culturelles².

Les frontières, notion récente, ont rassemblé des peuples fondamentalement différents et en ont divisé d'autres possédant une profonde identité culturelle. Elles ont souvent du mal à être intégrées dans leur version moderne par des populations pourtant familières de la délimitation de leur espace. En effet, des royaumes et chefferies ont toujours existé et les populations ont toujours su, qu'au delà d'une certaine limite, commençait le territoire de « l'autre ».

La conférence de Berlin (15 novembre 1884 – 26 février 1885) et la position de l'Union africaine

La conférence de Berlin a tenté de résoudre les désaccords entre grandes puissances au sujet du partage de l'Afrique. Le litige principal portant sur le bassin du Congo, la conférence conclut la libre circulation sur le fleuve Niger et la liberté de commerce sur le bassin du Congo. C'est à cette époque, entre la conférence de Berlin et 1910 ; que 70 % des frontières ont été établies.

L'Union africaine a décrété l'intangibilité des frontières africaines depuis 1964. Elle a pourtant déclaré que ces frontières, dont le tracé remonte à la période coloniale, ont été et demeurent un facteur récurrent de conflits³. L'UA estime par ailleurs que la plupart de ces frontières sont mal définies, et que l'existence de ressources naturelles dans les zones transfrontalières pose de nouveaux défis. Elle ajoute qu'en dépit de l'engagement pris par l'Afrique en 1964 de respecter les frontières héritées de l'époque coloniale, moins d'un quart des frontières nationales ont été délimitées et démarquées. Cette situation donne lieu à des zones floues à l'intérieur desquelles l'exercice de la souveraineté nationale peut s'avérer problématique.

Les frontières modernes sont-elles à l'origine des conflits actuels en Afrique ?

Dans certains cas, cela paraît évident. En effet, au Darfour, la cohabitation au sein d'un même pays de populations d'histoire et de religions différentes semble expliquer le conflit. Il convient toutefois de noter que, dans bien d'autres cas, des peuples d'histoire et de religion différentes vivent pacifiquement. Au Sénégal ou au Mali, où existe une petite minorité chrétienne, la cohabitation semble réussie. Par ailleurs, les conflits existent même dans les états homogènes sur le plan ethnique, comme la Somalie ou le Lesotho.

Aux problèmes ethniques s'ajoutent les questions de ressources. Dans ces zones floues mentionnées par l'UA, un simple différend entre deux communautés peut déboucher sur des tensions entre Etats et, lorsque ces zones recèlent des ressources importantes, leur gestion peut générer des malentendus encore plus graves. Il convient en effet de noter que les conflits irrédentistes et séparatistes sont plutôt rares. A l'exception de la Somalie, les vrais enjeux concernent le partage des ressources minières. Le lac Albert, qui sépare le Congo (RDC) et l'Ouganda, a été le théâtre d'affrontements entre ces deux pays pour le pétrole avant qu'un accord ne soit trouvé récemment. Les affrontements dans l'Est du Congo concernent, au delà des questions ethniques, le contrôle des ressources naturelles (coltan, etc.). Les tensions liées à la rétrocession de la presqu'île de Bakassi au Cameroun trouvent leur source dans des questions ethniques... et dans la présence d'importantes ressources pétrolières.

Les liens persistent au-delà des frontières...car certains tracés ont des résonances anciennes

Malgré les coupures et séparations de peuples de même culture, les liens persistent au delà des frontières. C'est le cas du Royaume Ashanti (Ghana, avec des ramifications jusqu'en Côte d'Ivoire chez les Akan), des rites

traditionnels du « Great Zimbabwe » pratiqués par des populations venant du Mozambique ou d'ailleurs, spécialement pour l'occasion. Les Lozi de Zambie se sentent appartenir au Royaume du Barotseland, qui s'étendait du Congo vers l'Angola, la Zambie et le Botswana. Les Lobi du nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Burkina, séparés par la frontière de 1898, n'hésitent pas à passer d'un côté à l'autre en cas de besoin. Selon Carola Lentz, « les réseaux locaux de fraternité et les stratégies d'utilisation de la terre, d'un autre côté, ont souvent fait fi de la frontière. Bien que celle-ci coupe à travers plusieurs zones où sont des autels en terre, l'institution indigène sur laquelle se fondent les droits fonciers est dans la région, les gardiens du temple (de l'autel) continuent d'exercer leur contrôle rituel de chaque côté de la frontière. Au cours des récents conflits cependant, les limites frontalières ont été utilisées pour usurper des droits fonciers traditionnels⁴. Les Toubou vivent au Tchad et au Niger, pays où ils sont minoritaires (estimés à environ 100 000). Les conflits au cours des années 1970-80 semblaient s'être éteints avant de se rallumer en 2008 au Niger avec la « crise Touareg », lorsqu'ils se sont déclarés solidaires de leurs « frères » et voisins Touareg.

Certains pôles politiques continuent. En Afrique de l'Ouest, les Touareg ont préservé leur identité culturelle et leurs liens. C'est ainsi qu'en 2008 a été obtenue la preuve non seulement de liens, mais de coopération organisée entre les Touareg du Niger et ceux du Mali lorsque des otages enlevés dans l'un des pays ont été transférés dans l'autre.

Le royaume haussa, passé sous domination Peule (Khalifat de Sokoto au XIX^e siècle), existe toujours d'une certaine manière: Le « pays haussa » s'étend sur 83 000 km² et compte plus de 50 millions d'habitants, à cheval sur le Nigeria et le Niger. Les villes de Maradi (Niger) et Katsina-Kano (Nigéria) constituent l'un des plus anciens couloirs de développement, ouvert depuis des siècles au Golfe de Guinée, à l'Afrique du Nord et au Moyen Orient. Doté d'un réseau urbain dense organisé autour de l'agglomération de Kano, il illustre une polarisation de l'économie nigérienne par le Nigeria le long des 1 500 km de frontières. Son développement s'appuie sur une homogénéité culturelle haussa, particulièrement favorable à l'industrialisation. Les échanges commerciaux sont intenses : bétail du Niger, céréales et produits manufacturés du Nigeria ou encore produits réexportés vers le Nigeria via Cotonou, et le nœud frontalier Malanville-Gaya⁵.

L'espace nomadique du Sahara, une exception...

Dans l'espace nomadique du Sahara, la notion de frontière semble aussi lointaine qu'irréelle. Dans ces vastes territoires sillonnés depuis des temps immémoriaux par des caravanes de nomades, les choses aujourd'hui n'ont

absolument pas changé.

La zone entre la Mauritanie, le Maroc, le Mali et l'Algérie mérite malheureusement son nom de zone de non-droit. Des ethnies sœurs ou amies se livrent à de nombreuses activités en dehors de toute légalité et au delà des frontières. Les incidents, souvent violents, sont nombreux. Cela a poussé les Occidentaux, notamment les Américains, à renforcer leur coopération avec certains de ces pays pour éviter une aggravation de la situation et la montée de groupes islamistes armés. La question demeure : cette situation est-elle due au tracé des frontières ?

Le leader libyen, le colonel Kadhafi, semble bien incarner cette extraterritorialité qui va très au-delà de la zone nomadique, vu les relations qu'il entretient avec certains Etats africains, et sa désignation comme « Roi des Rois d'Afrique » par les chefs traditionnels africains.

Les nouveaux espaces économiques

De nombreux blocs régionaux ont vu le jour au cours de ces dernières décennies dont l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et le CEMAC, qui regroupe les Etats d'Afrique du Centre de langue française et partageant la même monnaie. A l'échelle régionale, on retrouve de nombreuses organisations, dont la CEDEAO qui regroupe les Etats anglophones et francophones d'Afrique de l'Ouest, ou la SADC en Afrique australe.

Va-t-on vers un nouvel espace supranational ? Les citoyens de l'UEMOA peuvent normalement circuler dans la zone, mais les Etats sont encore jaloux de leur indépendance et de leurs frontières. Comme le souligne Karine Banafila, tous les Etats s'accrochent à leurs frontières, même si certaines sont contestées, notamment pour des problèmes de ressources.

En l'absence de frontières, les conflits que connaît l'Afrique auraient-ils éclaté ? Le fait de préserver un espace culturel ou ethnique ne met malheureusement pas à l'abri de désaccords pouvant aller jusqu'à la guerre. Rendre le tracé des frontières responsable des conflits africains est aujourd'hui un débat dépassé. La capacité d'un Etat à se construire demeure la vraie question. Et cette capacité dépend du cocktail ethnique, religieux, économique, financier et géostratégique, sans oublier la problématique du leadership.

Il n'existe pas de bonnes ou de mauvaises frontières, il n'existe que des frontières reconnues ou non (Pierre Boilley, op. cit.). La tendance en Afrique est, malgré toutes les zones d'ombre concernant les trafics transfrontaliers, d'aller vers la lente reconnaissance des frontières existantes. Pour s'en convaincre, il suffit d'assister à un match de football

dans n'importe quel pays d'Afrique pour voir que, peu à peu, le sentiment d'appartenance à une nation fait son chemin.

Bibliographie :

- Lentz Carola, *This is Ghanaian Territory! Land Conflicts on a West African Border*, Université Johannes Gutenberg, Mayence, Allemagne, 2003. ISSN 0094-0496.
- Pierre Boilley, CNRS.
- *The European Union and African Border Conflicts, Assessing the Impact of Development Cooperation*, by Sebastien Loisel, CERI Sciences Po. Juin 2004
- Karine Bennafla, El Karaoui Delphine, San Martin Olivier, *Géopolitique du Moyen Orient*, 2007.

Notes :

¹ RFI – Zoom Dosso http://www.rfi.fr/actufr/articles/039/article_20889.asp

² Asiwaju (1985) cité par Loisel, CERI Juin 2004.

³ Ramtane Lamamra, commissaire de l'Union Africaine pour la Paix et la Sécurité, Conférence Alger.

⁴ Carola Lentz, *This is Ghanaian Territory*.

⁵ CSAO Frontières et Intégration en Afrique de l'Ouest – 2008
<http://www.oecd.org/document/12/0,3343,fr>